

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/83
12 septembre 2003

(03-4855)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: espagnol

BOLIVIE

Déclaration de S.E. Carlos Saavedra Bruno
Ministre des affaires étrangères et du culte

Je voudrais tout d'abord remercier le gouvernement et le peuple mexicains de la chaleureuse hospitalité qu'ils nous ont accordée tout au long de cette réunion. Je tiens également à exprimer ma gratitude au Président du Conseil général, M. l'Ambassadeur Carlos Pérez del Castillo, au Directeur général Supachai Patchipakdi, et tout particulièrement à mon collègue, M. le Ministre Luis Ernesto Derbez, ainsi qu'au Secrétariat de l'OMC.

La Bolivie défend vigoureusement depuis près de 20 ans les avantages d'un système commercial ouvert tel que le prône l'OMC.

L'économie bolivienne a été une des premières sur le continent américain à mettre en œuvre unilatéralement une politique économique d'ouverture et à procéder à des ajustements structurels selon le modèle de l'économie de marché.

La Bolivie est un des rares pays Membres de l'OMC à avoir respecté strictement les principes et les normes de cette dernière. Elle participe en outre activement à tous les processus d'intégration au sein de la région latino-américaine.

Pourtant, en dépit du temps écoulé, de nos efforts constants d'ajustement, de tous les sacrifices que nous avons consentis, mes concitoyens ne vivent pas mieux qu'avant la libéralisation des échanges. Au contraire, les hommes et les femmes de mon pays ont vu progressivement chuter leur niveau de vie déjà modeste.

C'est pourquoi, nous ne pouvons pas concevoir l'économie de manière isolée sans tenir compte de ses répercussions ni le libre-échange en faisant abstraction des problèmes et aspirations de nos peuples. Il ne faut pas croire que l'enjeu es optimisme et avec courage pour faire face à nos difficultés. Nous sommes donc intimement convaincus qu'il nous faut préserver et consolider

Le secteur agricole bolivien est en grande partie constitué de petits exploitants indigènes. Comment pouvons-nous exiger d'eux, qui sont vraiment les plus pauvres d'entre les pauvres, une libéralisation que les agriculteurs des pays riches n'acceptent pas? Comment pouvons-nous demander que les pays sous-développés assument le coût d'une libéralisation que les pays développés eux ne veulent pas assumer?

Voilà la raison pour laquelle je ne veux pas laisser passer cette occasion de dire que nous soutenons sans réserve les efforts déployés par le Groupe des 21 pour parvenir à des résultats tangibles au cours de cette réunion ministérielle de Cancún. Ce n'est pas seulement une question de solidarité ou de justice. Il s'agit plus fondamentalement de l'avenir du système économique international actuel et du risque, toujours plus réel, de voir les pays les plus pauvres s'effondrer, parce que les pays développés n'ont pas fait preuve de compréhension.

Nous ne pouvons pas nous voiler la face. Hors de ces murs vivent des millions de gens qui espèrent que nous serons capables d'avancer avec détermination vers une relation différente, plus juste et plus équitable, entre les pays, les sociétés et les économies du monde.

Nous avons la possibilité de commencer à faire bouger les choses et nous devons relever ce défi.
